

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 04 05 2026

Le marché du travail résiste, en dépit d'une légère remontée du taux de chômage

Le taux de chômage a atteint 6,1% au premier trimestre 2026, contre 5,1% fin 2025, tout en demeurant à un niveau historiquement bas. L'emploi formel continue de progresser avec 228 208 postes nets créés en mars. Cette évolution traduit surtout une normalisation saisonnière, plutôt qu'un affaiblissement marqué de l'emploi.

LE CHIFFRE A RETENIR :

+19,2%

La hausse annoncée par Petrobras du prix de vente du gaz naturel aux distributeurs, en raison du conflit au Moyen-Orient

«Desenrola 2» : une nouvelle opération de désendettement face à la fragilité financière des ménages

Le gouvernement a annoncé la relance du programme « Desenrola » afin de contenir la hausse des défauts de paiement des ménages, dans un contexte de crédit toujours très coûteux. Le nouveau dispositif élargit le périmètre du programme initial, mobilise davantage de garanties publiques et introduit des mesures de prévention du réendettement.

Inégalités territoriales : un clivage économique persistant entre un Sud prospère et un Nord encore en retard

Malgré des évolutions récentes en termes d'inégalités géographiques, le Sud et le Sud-Est du pays concentrent toujours l'essentiel des richesses et de la population, tandis que le Nord et le Nord-Est demeurent en retard. Ces écarts se reflètent dans le marché du travail, le développement humain ainsi que les dynamiques de croissance.

Graphique de la semaine : PIB/habitant au sein des Etats brésiliens

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-1,4%	+14,8%	184 247
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-4,8%	-14,4%	118
Taux de change USD/BRL	-1,6%	-9,1%	4,94
Taux de change €/BRL	-1,0%	-9,1%	5,81

Note : Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Le marché du travail résiste, en dépit d'une légère remontée du chômage en début d'année.

Selon l'IBGE (Institut brésilien de géographie et de statistique), le taux de chômage a atteint 6,1% au T1 2026, en hausse de 1 point par rapport au T4 2025, mais inférieur de 0,9 point par rapport au chiffre du T1 2025. La population au chômage a atteint 6,6 M de personnes, soit 1,1 M de plus qu'au trimestre précédent, en hausse de 19,6%. En parallèle, la population occupée a reculé pour s'établir à 102 M de personnes, tout en restant supérieur au niveau affiché un an plus tôt (100,5 M). Cette remontée du taux de chômage au T1 2026 doit ainsi être nuancée puisqu'il s'agit du plus faible taux jamais enregistré pour un premier trimestre depuis le début de la série de la PNAD Contínua (Enquête nationale continue par échantillon de ménages) en 2012.

Cette légère dégradation trimestrielle reflète d'abord des effets saisonniers de début d'année. Aucun des dix grands groupes d'activité suivis par la PNAD Contínua n'a enregistré de progression de l'emploi par rapport au trimestre précédent, tandis que trois secteurs ont concentré l'essentiel des pertes : le commerce (-287 000 emplois), l'administration publique, (-439 000 emplois) et les services domestiques (-148 000 emplois). Ces

trois segments ont perdu ensemble plus de 870 000 postes sur le trimestre, un mouvement lié notamment à la fin de contrats temporaires dans le commerce et dans certaines activités publiques locales.

L'emploi formel continue toutefois de progresser nettement. Selon le ministère du Travail et de l'Emploi (MTE), le Novo Caged a enregistré 228 208 créations nettes d'emplois formels en mars, portant le solde cumulé du T1 2026 à 613 373 postes et celui des douze derniers mois à 1,21 M. Le stock d'emplois formels atteint désormais 49,1 M de personnes, en hausse de 2,6% en g.a. Cette dynamique reste principalement portée par les services, qui ont créé 152 391 postes en mars, devant la construction (+38 316), l'industrie (+28 336) et le commerce (+27 267). L'agriculture est le seul grand secteur en recul sur le mois (-18 096), en raison de la fin de certaines récoltes.

Cette progression de l'emploi formel confirme l'amélioration qualitative du marché du travail. D'après la PNAD Contínua, le nombre de salariés du secteur privé avec contrat de travail formel, hors travailleurs domestiques, s'est établi à 39,2 M, stable sur le trimestre mais en hausse de 504 000 personnes sur un an. Depuis 2023, plus de 5 millions d'emplois formels ont été créés au Brésil. À l'inverse, les salariés travaillant de manière informelle ont reculé de 285 000 sur le trimestre. Le taux d'informalité a ainsi légèrement diminué pour atteindre 37,3% de la population occupée, contre 37,6% fin 2025 et 38% en 2024. Cette évolution soutient la base contributive et réduit, à la marge, la vulnérabilité des revenus, même si l'informalité demeure élevée en comparaison internationale.

La dynamique de l'emploi formel reste géographiquement concentrée dans les grands bassins économiques du Sud et du Sud-Est. En mars, 24 des 27 Etats ont enregistré un solde positif, avec les plus fortes créations d'emplois à São Paulo (+67 876 postes), Minas Gerais (+38 845) et Rio de Janeiro (+23 914). Sur l'ensemble du premier trimestre, São Paulo concentre à lui seul 183 054 créations nettes, devant Minas Gerais (+70 625) et Santa Catarina (+59 396). Cette répartition confirme que la vigueur de l'emploi formel reste principalement portée par les États les plus industrialisés et tertiarisés, même si plusieurs États du Centre-Ouest affichent les plus fortes progressions relatives, notamment Goiás (+2,3%) et Mato Grosso (+2,3%).

Les revenus du travail continuent également de soutenir la demande intérieure, en complément de la vigueur du marché du travail. Le revenu réel moyen du travail a atteint un nouveau record à 3 722 BRL par mois (641 EUR), en hausse de 1,6% sur le trimestre et de 5,5% en g.a. La masse réelle de revenus du travail affiche elle aussi un chiffre record, à 374,8 Mds BRL (soit environ 64,5 Mds EUR), stable sur le trimestre mais en hausse de 7,1% en g.a. Cette progression constitue un soutien direct à la consommation des ménages, et est soutenue par le recul relatif de l'emploi informel, généralement moins rémunéré.

Desenrola 2: une nouvelle opération de désendettement face à la fragilité financière des ménages

Le gouvernement brésilien a lancé le 4 mai le Novo Desenrola Brasil, deuxième opération nationale de renégociation de dettes depuis 2023. Cette relance intervient dans un contexte de fragilité financière persistante des ménages. En février 2026, 80,2 % des foyers brésiliens déclaraient avoir au moins une dette, tandis que 29,6 % des ménages endettés accusaient des retards de paiement. L'encours des dettes rapporté au revenu annuel atteignait encore 49,7 % en décembre 2025, proche de son record historique, et le taux d'impayés bancaires au-delà de 90 jours s'élevait à 4,2 % en janvier 2026.

Le nouveau dispositif s'inscrit dans la lignée du premier plan Desenrola, qui avait bénéficié à près de 15 M de Brésiliens depuis 2023 et permis la renégociation d'environ 53 Mds BRL (9,2 Md EUR). Il s'en distingue néanmoins par l'élargissement de son périmètre, en intégrant les ménages, les étudiants endettés au titre du Fonds de Financement Etudiant (FIES), les micro et petites entreprises ainsi que les agriculteurs familiaux. Ce programme doit durer 90 jours et entend réduire les défauts de paiement, qui ont atteint 5,3% en mars 2026 selon le gouvernement.

Le volet principal concerne les personnes physiques gagnant jusqu'à cinq salaires minimums, soit 8 105 BRL par mois (1 400 EUR). Les dettes éligibles doivent avoir été contractées avant le 31 janvier 2026 et présenter un retard compris entre 90 jours et deux ans. Le dispositif cible les lignes de crédit les plus coûteuses (carte de crédit, découvert bancaire et crédit personnel), avec des conditions

financières avantageuses incluant des décotes comprises entre 30 % et 90 %, un nouveau crédit plafonné à 15 000 BRL (2 592 EUR) par personne et par institution financière, un taux d'intérêt maximal de 1,99 % par mois ainsi qu'un remboursement pouvant aller jusqu'à 48 mois. Les banques participantes devront également retirer des registres négatifs les dettes inférieures ou égales à 100 BRL (17 EUR).

Le programme Desenrola 2 doit permettre de substituer des dettes très coûteuses par un crédit restructuré à taux plafonné. Le crédit libre aux ménages reste en effet particulièrement onéreux puisque le taux moyen atteignait 59,4 % par an en novembre 2025, tandis que le crédit personnel non consigné dépassait 100 % et que le crédit revolving¹ sur carte de crédit atteignait 440,5 % par an. La carte de crédit, citée par 85 % des ménages endettés, constitue à la fois un moyen de paiement courant et un instrument de financement de court terme, exposant les ménages modestes aux segments de crédit les plus coûteux.

Desenrola 2 introduit l'usage de garanties publiques et quasi-publiques afin de réduire le risque porté par les établissements financiers. Le plan permettrait notamment l'utilisation de 20 % du solde du Fonds de garantie du temps de service (FGTS)², dans la limite de 1 000 BRL (173 EUR), pour rembourser tout ou une partie des

dettes renégociées. Le Fonds de garantie des opérations (FGO)³ pourrait par ailleurs garantir jusqu'à 15 Mds BRL (2,6 Md EUR), contre environ 1,8 Md BRL mobilisé lors du premier Desenrola. Enfin, 5 à 8 Mds BRL (864 M EUR à 1,4 Md EUR) de fonds non réclamés et conservés au sein du système financier brésilien pourraient être utilisés comme garantie.

Le dispositif comporte également des mesures destinées à limiter les risques de réendettement, avec le blocage pendant douze mois de l'accès aux plateformes de paris en ligne pour les bénéficiaires et l'obligation, pour les institutions financières, de consacrer l'équivalent de 1 % des garanties du programme à l'éducation financière. Cette mesure intervient dans un contexte où les paris en ligne sont de plus en plus associés à la détérioration du budget des ménages. Selon la Banque Centrale du Brésil, les Brésiliens transfèrent jusqu'à 30 Mds BRL par mois (5,2 Md EUR) sur les plateformes de paris en ligne et la Confédération nationale du commerce (CNC) estimait que ce phénomène aurait contribué à faire basculer 268 000 familles dans une situation de défaut de paiement sévère.

Le Novo Desenrola devrait ainsi produire un effet de soulagement à court terme, en réduisant certaines charges d'intérêt, en améliorant ponctuellement le revenu disponible et en facilitant le retour de ménages dans le circuit formel du crédit. Son

¹Le crédit revolving correspond au solde non remboursé d'une facture de carte de crédit à l'échéance, automatiquement transformé en crédit de court terme à taux élevé.

² Le Fonds de garantie du temps de service (FGTS) est une épargne obligatoire constituée par les employeurs au bénéfice des salariés du secteur

formel, mobilisable dans certaines situations prévues par la loi.

³ Le Fonds de garantie des opérations (FGO) est un fonds public de garantie utilisé pour couvrir une partie du risque de crédit supporté par les institutions financières dans certains programmes publics.

efficacité restera toutefois conditionnée à l'adhésion des banques et à la capacité des ménages à honorer les nouvelles échéances. De plus, le programme ne traite pas les causes structurelles du surendettement : niveau élevé de la Selic, coût du crédit libre, dépendance à la carte de crédit et faible accès des ménages modestes à des formes de financement moins coûteuses.

Etude économique & financière

Inégalités territoriales : un clivage économique persistant entre un Sud prospère et un Nord encore en retard

En raison de la taille du pays (5ème plus grande superficie au monde), les inégalités géographiques au Brésil sont très marquées. Les Etats du Sud et Sud-Est concentrent l'essentiel des richesses et de la population. A eux seuls, les 4 états du Sud-Est (São Paulo, Rio de Janeiro, Minas Gerais et Espirito Santo) représentent 53% du PIB national et 42% de la population. A l'inverse, les 4 Etats les plus pauvres (Roraima, Acre, Amapa et Sergipe, situés dans le Nord et Nord-Est), ne représentent que 1,3% du PIB et 2,2% de la population.

Le marché du travail reflète ces disparités entre Etats. Alors que le taux de chômage national s'établit à 5,1% en 2025, certains Etats comme le Mato

Grosso et Santa Catarina affichent des niveaux particulièrement bas : respectivement 2,6% et 2,9% en 2024. A l'inverse, d'autres Etats, notamment dans le Nord-Est, connaissent des taux nettement plus élevés, dépassant 10%, comme dans la Bahia et dans le Pernambuco (10,8% en 2024). Par ailleurs, l'informalité demeure très répandue dans le Nord et le Nord-Est, où tous les Etats enregistrent des taux supérieurs à 40%, atteignant jusqu'à 57% dans le Maranhão, contre une moyenne nationale de 37,8% en 2025 selon l'IBGE. En comparaison, le Sud du pays affiche les niveaux d'informalité les plus faibles, avec 24,9% à Santa Catarina.

Les dynamiques de croissance sont également particulièrement contrastées, entre des Etats qui tirent la croissance du pays et d'autres structurellement en retard. Certains Etats, qualifiés d'« *onças brasileiras* » (les « jaguars brésilien », en référence aux tigres asiatiques), portent le développement économique brésilien. Principalement situés dans le Sud et le Centre-Ouest, ils enregistrent des performances durablement supérieures à la moyenne nationale. C'est le cas notamment du Mato Grosso do Sul, Etat dynamique grâce à sa filière agricole qui a vu son taux de croissance atteindre 13,4% en 2023. Cette dynamique s'explique par un environnement des affaires plus favorable, une meilleure intégration logistique, des politiques publiques plus cohérentes et une forte ouverture à l'internationale.

Ces écarts se retrouvent également dans les niveaux de richesse par habitant. Le District Fédéral (DF), marqué par une forte concentration de fonctionnaires et d'emplois publics

qualifiés, affiche un PIB par habitant proche de 130 000 BRL (~21 500 EUR), équivalent à l'Uruguay (PIB/habitant le plus élevé d'Amérique latine), soit près de 2,5 fois la moyenne nationale et 1,7 fois celui de São Paulo, deuxième du classement. A l'autre extrême, des Etats comme le Maranhão ou l'Alagoas (Nord-Est) présentent des niveaux près de 6 fois inférieurs. Ces disparités économiques se traduisent directement en écart de développement humain, avec une différence d'IDH pouvant atteindre 0,138 entre le DF et le Maranhão.

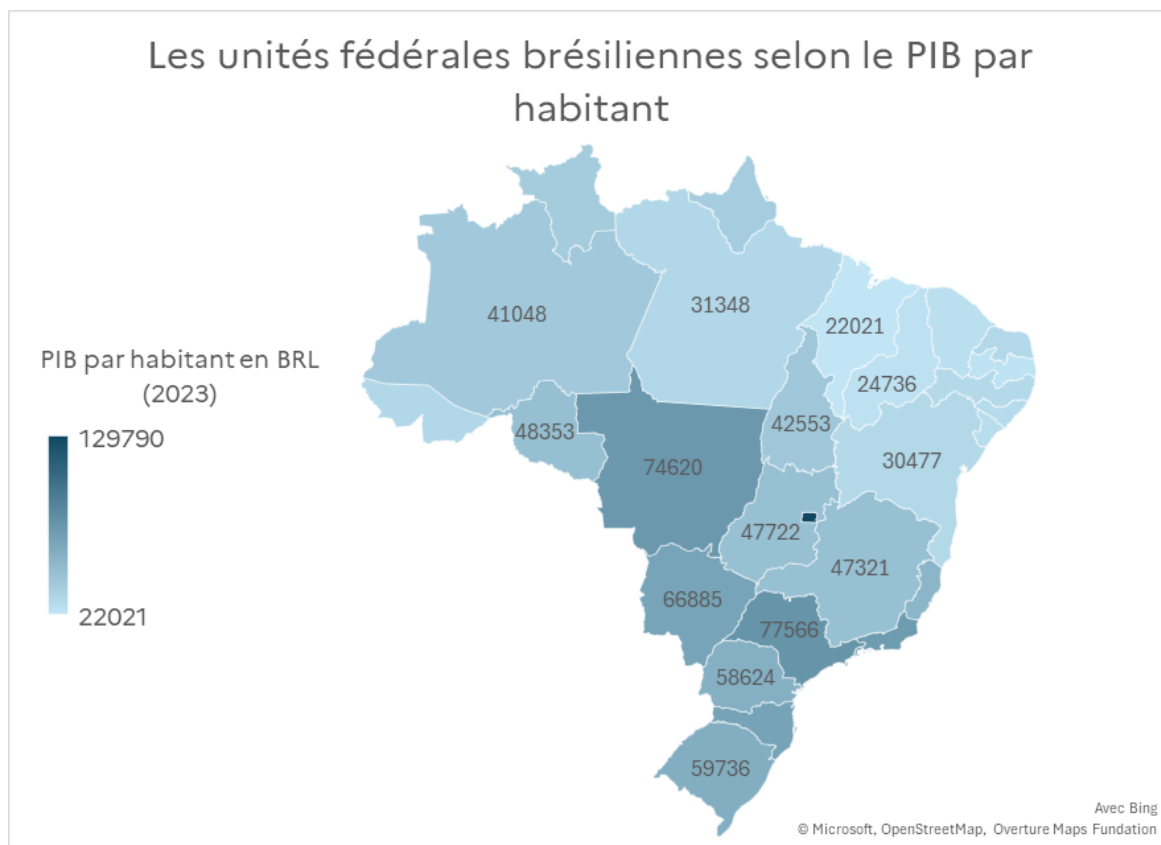
Les inégalités se sont cependant fortement réduites ces 20 dernières années selon le gouvernement. L'IPEA annonce que la pauvreté et l'hyper-pauvreté sont à leurs niveaux les plus bas et que le revenu réel a augmenté de 25% entre 2021 et 2025. L'indice de Gini est également au plus bas depuis 30 ans en 2024. Cela s'explique par la dynamique du marché du travail (hausse des emplois et des salaires réels), ainsi qu'aux effets des programmes de transferts (Bolsa Familia et prestations sociales).

Cependant, le pays reste toujours considéré comme l'un des plus inégalitaires au monde selon le World

Inequality Lab : 5ème au monde derrière l'Afrique du Sud, la Colombie, le Mexique et le Chili. Cet écart s'explique par des choix méthodologiques différents : le gouvernement évalue les inégalités après redistribution, tandis que le WIL les mesure avant intervention de l'Etat. Cela suggère que la baisse observée ne traduit pas nécessairement une réduction des inégalités de revenus, mais plutôt l'impact de politiques publiques de redistribution mises en œuvre pour en atténuer les effets. Les progrès en termes d'inégalités sont réels, cependant, celles-ci restent très présentes sur le territoire se traduisant ainsi par d'importants écarts géographiques entre les différentes unités fédérales.

* * *

Graphique de la semaine



Source : IBGE

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasília.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Léo Portier (Adjoint), Pierre Bourgeois (stagiaire).

Abonnez-vous : leo.portier@dgtresor.gouv.fr